



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Pakistan

Question écrite n° 56217

Texte de la question

M. André Wojciechowski attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et européennes sur le Pakistan, 200 millions d'habitants, qui s'intéresse de plus en plus à nous et craint plus que tout l'influence de l'Inde. Il lui demande s'il existe une vraie volonté du Pakistan de mettre fin à l'hégémonie des talibans dans certaines régions.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire a bien voulu interroger le ministre des affaires étrangères et européennes sur la situation sécuritaire au Pakistan. La violence armée est l'un des principaux défis à relever par le gouvernement pakistanais. Dans le nord du pays, les militants ont pu, jusqu'à ces derniers mois, étendre leur influence. L'accord passé par les autorités de la province de la frontière du Nord-Ouest, en février 2009, prévoyait l'application de la charia dans la région de Malakand, en échange d'un cessez-le-feu. Les autorités pakistanaises ont estimé, dans un premier temps, avoir permis le retour à la paix dans cette région. Néanmoins, la double prise de conscience que cet accord minait la confiance accordée aux autorités pakistanaises pour lutter sur leur propre territoire contre le terrorisme et que cet accord ne fournissait aucune garantie de sécurité dans les zones concernées a conduit Islamabad à modifier sa politique. Fin avril, l'armée s'est engagée dans des opérations visant à éradiquer les talibans implantés dans les différents districts de la province de la Frontière du Nord-Ouest et au Waziristan, menant ainsi la plus importante campagne de contre-insurrection depuis 2001. Les opérations militaires se sont achevées début juillet. 90 % du territoire aurait été libéré. Les infrastructures des militants seraient détruites. Environ 1 800 terroristes auraient été tués, dont très vraisemblablement le principal chef des talibans pakistanais, Baïtullah Mehsud. 700 autres ont été arrêtés. Les opérations de l'armée ont bénéficié d'un large soutien politique et populaire. Il importe qu'au-delà des opérations militaires, l'État pakistanais puisse reprendre toute sa place dans ces districts et y ramener la stabilité. La lutte contre le terrorisme doit ainsi s'accompagner d'une restauration de l'autorité et des services de l'État dans ces zones, afin de fournir aux populations civiles les prestations essentielles en matière de justice, santé, éducation et sécurité.

Données clés

Auteur : [M. André Wojciechowski](#)

Circonscription : Moselle (7^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 56217

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 juillet 2009, page 7302

Réponse publiée le : 15 septembre 2009, page 8744